LE SÉNAT

Le mercredi 22 mai 1991

La séance est ouverte à 14 heures, le Président suppléant étant au fauteuil.

Prière.

[Traduction]

LE DÉCÈS DE M. RAJIV GANDHI

HOMMAGE À L'ANCIEN PREMIER MINISTRE DE L'INDE

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, permettez-moi d'exprimer notre stupeur et notre tristesse suite à l'assassinat, hier, en Inde, de Rajiv Gandhi. Petit-fils du premier ministre Nehru et fils du premier ministre Indira Gandhi, elle-même assassinée, Rajiv Gandhi a été premier ministre de l'Inde, de 1984 à 1989, et était candidat aux élections qui se déroulent présentement dans ce pays. Sa mort violente constitue non seulement une autre tragédie personnelle et familiale, mais revêt aussi une importance nationale et même internationale.

Tous ceux qui aiment l'Inde et qui se réjouissent de ses progrès politiques, économiques et sociaux malgré des difficultés énormes, sont consternés par ce crime épouvantable et très préoccupés par ses conséquences possibles sur la société de ce pays. Le Canada et l'Inde entretiennent des relations étroites et mutuellement profitables depuis de nombreuses années. Nos deux pays ont souvent collaboré sur la scène internationale, notamment au sein du Commonwealth et des Nations Unies. Depuis l'époque de Nehru, les leaders indiens ont toujours eu des affinités particulières avec leurs homologues canadiens. Le plus récent exemple est l'amitié personnelle et la collaboration étroite qu'entretenaient Rajiv Gandhi et le premier ministre Mulroney. Pour toutes ces raisons, les Canadiens sont profondément attristés par les événements d'hier. Les parlementaires de notre pays sympathisent avec nos amis et collègues de l'Inde, qui ont perdu un leader national et un homme d'État d'envergure internationale, dans des circonstances particulièrement cruelles.

Des voix: Bravo!

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

PRÉSENTATION DE PÉTITIONS

L'honorable Royce Frith (chef adjoint de l'opposition): Des pétitions contre la TPS continuent d'arriver régulièrement, à chaque jour. Aujourd'hui, j'en ai une du Québec, qui comporte 26 noms, trois de l'Ontario, qui renferment 69 noms, et une du Nouveau-Brunswick, qui a 20 noms. Toutes ces pétitions déplorent l'adoption de la taxe sur les produits et services et demandent son abolition ainsi que la tenue d'élections immédiates afin de corriger la situation.

GRASSE EN FRANCE

LA COMMÉMORATION DE LA LIBÉRATION DU SUD DE LA FRANCE

L'honorable Stan Waters: Honorables sénateurs, je signale à l'attention du Sénat la commémoration, le 24 août 1991, à Grasse, en France, de la libération du sud de la France par la première force d'opérations spéciales canado-américaine et les vaillants membres de la Résistance française. Je vous remercie, honorables sénateurs.

LE DÉCÈS DE RAJIV GANDHI

MESSAGE DE CONDOLÉANCES DU SÉNAT À LA FAMILLE GANDHI

L'honorable M. Lorne Bonnell: Honorables sénateurs, le leader du gouvernement au Sénat a mentionné aujourd'hui le décès tragique de M. Gandhi en Inde. Ce pays étant membre du Commonwealth, l'Association parlementaire du Commonwealth s'est réunie en Inde de temps en temps, et beaucoup de leurs délégués ont aussi assisté à des réunions ici, dans notre pays,

Par conséquent, je crois que le Sénat du Canada devrait, en tant qu'assemblée parlementaire, envoyer un message de condoléances à M^{me} Gandhi et à sa famille à l'occasion du décès de M. Gandhi. C'est une grande perte non seulement pour la famille Gandhi, mais aussi pour l'Inde et pour la démocratie. Le décès de M. Gandhi pourrait être un événement tragique pour l'avenir de l'Inde.

En tant que parlementaires, nous ne devrions pas laisser le décès d'un membre du Commonwealth passer inaperçu. Je crois que le Sénat devrait envoyer un message à la famille Gandhi pour lui offrir ses condoléances. Je propose que le leader du gouvernement au Sénat envoie un tel message avec l'appui de tous les sénateurs.

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, je suis certain que c'est possible et qu'on le fera sans tarder.

LE COMPTE RENDU OFFICIEL

CORRECTION

L'honorable Peter Bosa: Honorables sénateurs, j'ai posé une question au leader du gouvernement au Sénat hier. On la trouve à la page 30, sous le titre «L'établissement du statut de réfugié au point d'entrée». Selon le compte rendu, j'ai dit ce qui suit: «J'ai une question supplémentaire, honorables sénateurs. En 1977, le gouvernement a adopté un projet de loi visant à faire passer le nombre de juges de l'immigration de 18 à 50...» Il faudrait changer «1977» pour «1987».